

## **Qualité institutionnelle et croissance économique marocaine : un effet non linéaire révélateur**

### **Institutional Quality and Moroccan Economic Growth: A Revealing Nonlinear Effect**

**MOUFID Fahd**

Doctorant

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales -FSJES- d'El Jadida

Université Chouaib Doukkali

Laboratoire de Recherche en Gestion, Economie et Sciences Sociales (LARGESS)

Maroc

**BOUSSEDRA Faouzi**

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales -FSJES- d'El Jadida

Université Chouaib Doukkali

Laboratoire de Recherche en Gestion, Economie et Sciences Sociales (LARGESS)

Maroc

**Date de soumission** : 27/11/2024

**Date d'acceptation** : 12/01/2025

**Pour citer cet article** :

MOUFID. F & BOUSSEDRA.F (2025) « Qualité institutionnelle et croissance économique marocaine : un effet non linéaire révélateur », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 8 : numéro 4» pp : 20 - 36

## Résumé

La qualité des institutions est un facteur déterminant pour le développement économique, particulièrement dans les pays émergents comme le Maroc. Des institutions faibles, caractérisées par des déficiences telles que la corruption et l'inefficacité gouvernementale, entravent la prospérité économique et amplifient les inégalités. L'étude examine l'impact de la qualité institutionnelle, mesurée par l'indice WGI sur la croissance économique du Maroc entre 1996 et 2022, en mettant en lumière une relation non linéaire entre la gouvernance et la performance économique.

La méthodologie repose sur une analyse économétrique, utilisant des régressions linéaires et quadratiques pour tester l'impact des indicateurs institutionnels sur la croissance économique. Les résultats révèlent une relation négative entre la qualité institutionnelle et la croissance économique à court terme. Cependant, cette relation se distingue par une non-linéarité : l'amélioration des institutions génère d'abord un effet positif temporaire, avant d'entraîner des effets plus durables à long terme lorsque certaines conditions institutionnelles sont réunies. Cette étude souligne la nécessité d'approfondir les réformes institutionnelles pour maximiser les bénéfices économiques à long terme et surmonter les obstacles structurels freinant la croissance au Maroc.

## Mots clés :

Qualité institutionnelle ; Croissance économique ; Gouvernance ; WGI ; Non-linéarité

## Abstract

The quality of institutions is a crucial factor for economic development, particularly in emerging countries like Morocco. Weak institutions, characterized by deficiencies such as corruption and government inefficiency, hinder economic prosperity and exacerbate inequalities. The study examines the impact of institutional quality, measured by the WGI (World Governance Indicators), on Morocco's economic growth between 1996 and 2022, highlighting a nonlinear relationship between governance and economic performance.

The methodology relies on econometric analysis, using linear and quadratic regressions to test the impact of institutional indicators on economic growth. The results reveal a negative relationship between institutional quality and short-term economic growth. However, this relationship is distinguished by nonlinearity: improvements in institutions initially generate a temporary positive effect, before leading to more durable long-term effects once certain institutional conditions are met. This study underscores the need to deepen institutional reforms to maximize long-term economic benefits and overcome structural barriers hindering growth in Morocco.

## Keywords:

Institutional quality; Economic growth; Governance; WGI; Non-linearity

## Introduction

La gouvernance des institutions, ou qualité institutionnelle (QI), est un concept central dans les débats sur le développement économique et social, bien que son interprétation varie selon les auteurs et organisations. La Banque mondiale (1992) adopte une définition restrictive centrée sur la gestion du secteur public, tandis que sa version de 2002 élargit la perspective en intégrant l'ensemble des règles et mécanismes assurant le bon fonctionnement des marchés. Cette conception a depuis évolué, donnant lieu à une approche multidimensionnelle, comme le soulignent Kaufmann, Kraay et Zoido-Lobaton (1999), qui incluent les dimensions politiques, administratives et juridiques, définissant la gouvernance comme « *les traditions et institutions à travers lesquelles l'autorité est exercée dans un pays* ».

North (1990), en revanche, met l'accent sur les institutions comme « les règles du jeu » qui structurent les interactions humaines. Rodrik et al. (2004) insistent sur l'influence des institutions sur les incitations économiques, tandis que Glaeser et al. (2004) soulignent leur rôle dans la détermination des structures d'incitations favorisant la croissance.

D'autres approches évaluent la QI à travers la performance gouvernementale et la lutte contre la corruption. La Porta et al. (1999) l'associent à l'efficacité des services publics et à la stabilité politique, tandis que Rothstein et Teorell (2008) insistent sur l'impartialité de la bureaucratie et l'absence de clientélisme. Enfin, dans une optique inclusive, Acemoglu et al. (2001) considèrent les institutions comme des structures qui favorisent la participation économique et maximisent le potentiel humain.

Cette diversité de définitions illustre la complexité du concept et l'importance d'une approche contextualisée pour son évaluation. Dans une optique pratique, des indices comme l'indice de gouvernance mondiale (*World Governance Indicators, WGI*) ont été développés pour mesurer la qualité institutionnelle sous différents aspects. Cette approche est particulièrement pertinente dans le contexte marocain, où des défis liés à la transparence, à l'efficacité de l'administration publique et à la sécurité juridique persistent. À cet égard, le WGI devient un outil essentiel pour évaluer l'impact de la qualité institutionnelle sur la performance économique. Cette étude s'intéresse ainsi à l'effet des trois principales dimensions du WGI – le contrôle de la corruption, l'efficacité gouvernementale et l'état de droit – sur la performance économique marocaine, notamment la croissance et l'investissement.

## 1. Revue de littérature et exposé des hypothèses

Le lien entre la qualité institutionnelle et croissance économique est largement débattu dans la littérature économique. Une partie des recherches soutient que des institutions faibles, en particulier la corruption, freinent le développement économique. Aidt (2009) soutient que la corruption constitue un obstacle majeur à la croissance, et cette relation est confirmée par une forte corrélation négative entre la corruption et la croissance du PIB. Toutefois, d'autres perspectives proposent que cette relation puisse être non linéaire. Trabelsi (2024) affirme qu'une certaine tolérance à la corruption pourrait, jusqu'à un seuil optimal, favoriser la croissance économique. Cependant, des études comme celles de Fisman et Svensson (2007) et Kaufmann et al. (1999) réfutent toute relation positive à long terme entre corruption et développement.

La complexité de cette relation est également mise en lumière par des chercheurs comme Pellegrini et Gerlagh (2004), qui identifient plusieurs canaux par lesquels la corruption influence la croissance : une diminution des investissements, des politiques commerciales et éducatives inefficaces, ainsi qu'une instabilité politique. Swaleheen (2011), quant à lui, observe que l'effet de la corruption sur la croissance est non linéaire et fortement influencé par des facteurs contextuels, ce qui souligne la diversité des effets selon les contextes spécifiques.

Bien que certaines études suggèrent que, dans certains contextes, la corruption pourrait avoir des effets positifs à court terme, la majorité de la littérature s'accorde à dire que la corruption est globalement néfaste pour le développement économique durable. Delbianco et al. (2016) soulignent en effet que, bien que la corruption puisse stimuler la croissance à court terme, ses effets négatifs à long terme, notamment en entravant l'investissement et en réduisant le capital humain, sont prédominants. De plus, Cieslik et Goczek (2018) montrent que la corruption freine les investissements internationaux, un facteur essentiel à la croissance, ce qui confirme que la corruption génère une incertitude qui décourage les investissements étrangers. Enfin, Chang-Qing et Chun-Ping (2021) affirment que la corruption nuit également au développement financier, un facteur clé pour la croissance économique, particulièrement dans les pays en développement.

Dans ce contexte, cette étude examine l'impact de la qualité institutionnelle sur la croissance économique au Maroc. Elle s'appuie sur deux variables clés : le PIB par habitant, représentant la croissance économique et l'indice de gouvernance mondiale (WGI), reconnu pour sa robustesse méthodologique et sa capacité à refléter les multiples dimensions de la gouvernance. Le choix de se concentrer sur trois composantes principales du WGI, à savoir le contrôle de la

corruption (CC), l'efficacité gouvernementale (GE) et l'état de droit (RL), est motivé par leur pertinence particulière pour le contexte marocain. Le contrôle de la corruption (CC) est un facteur clé pour la confiance des investisseurs, car la corruption fausse l'allocation des ressources et réduit l'efficacité des politiques économiques (Jain, 2001). L'efficacité gouvernementale (GE) évalue la capacité des institutions à fournir des services publics efficaces et à mettre en œuvre des réformes économiques (Kaufmann et al. 2010). Enfin, l'état de droit (RL) reflète la prévisibilité et la sécurité du cadre juridique, éléments essentiels pour soutenir l'investissement privé à long terme (Kaufmann et al. 2010).

À partir des conclusions des travaux précédents, cette étude postule que la qualité institutionnelle joue un rôle crucial dans la promotion de la croissance économique au Maroc. En particulier, la corruption, l'efficacité des institutions publiques et l'état de droit sont des éléments essentiels à la confiance des investisseurs et à la performance économique. Ainsi, cette étude émet les hypothèses suivantes :

- **H1-a** : Une amélioration de la qualité institutionnelle, mesurée par les composantes du WGI, favorise la croissance économique au Maroc.
- **H1-b** : la relation liant la qualité institutionnelle et la croissance économique est quadratique.

Ces hypothèses s'appuient sur une littérature abondante qui démontre que des institutions de qualité, en réduisant la corruption, en améliorant l'efficacité gouvernementale et en sécurisant le cadre juridique, peuvent créer un environnement favorable à la croissance économique.

## 2. Méthodologie de recherche

### 2.1. Présentation du modèle

Pour analyser l'impact des différentes dimensions de la qualité institutionnelle sur la croissance économique au Maroc, nous estimons une série de régressions linéaires multiples, où chaque régression examine séparément l'effet d'une composante du WGI sur le PIB par habitant.

La spécification générale du modèle est la suivante :

$$PIB_t = \alpha + \beta X_t + \varepsilon_t$$

Où :

- $PIB_t$  représente la croissance économique mesurée par le PIB réel par habitant ;
- $X_t$  correspond à l'une des composantes du WGI (CC : Contrôle de la corruption, GE : Efficacité gouvernementale, RL : État de droit) ;

- $\varepsilon_t$  est le terme d'erreur, supposé normalement distribué.

L'estimation est réalisée à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), garantissant une estimation efficace sous les hypothèses classiques de linéarité, absence d'autocorrélation et homoscédasticité.

L'ajustement du modèle est évalué à l'aide du coefficient de détermination ajusté ( $R^2_{ajusté}$ ), tandis que la significativité globale et individuelle des coefficients est testée via la statistique F et les statistiques t respectivement. Les critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz (BIC) permettent de comparer les différentes spécifications du modèle, et la statistique de Durbin-Watson (DW) est utilisée pour détecter la présence d'autocorrélation des erreurs.

## 2.2. Analyse des variables

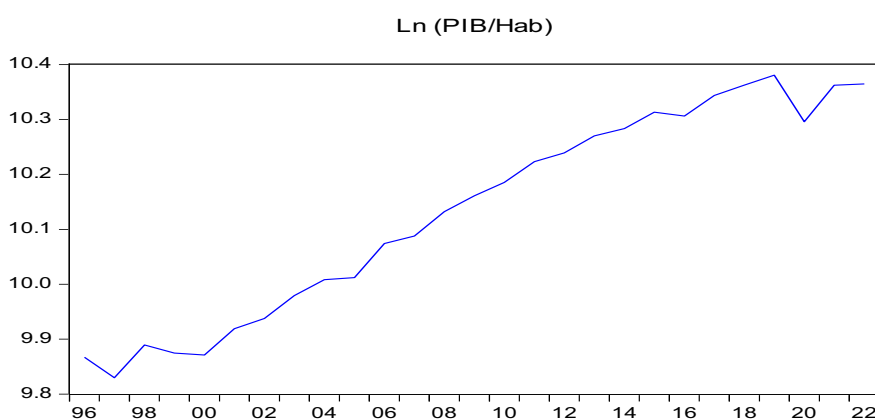
### 2.2.1. Analyse graphique

Cette étude examine l'impact de la qualité institutionnelle sur la croissance économique au Maroc sur la période 1996-2022, correspondant à la disponibilité des indices WGI publiés par la Banque mondiale. Cette couverture temporelle permet d'analyser l'évolution des institutions et leur influence sur la performance économique du pays.

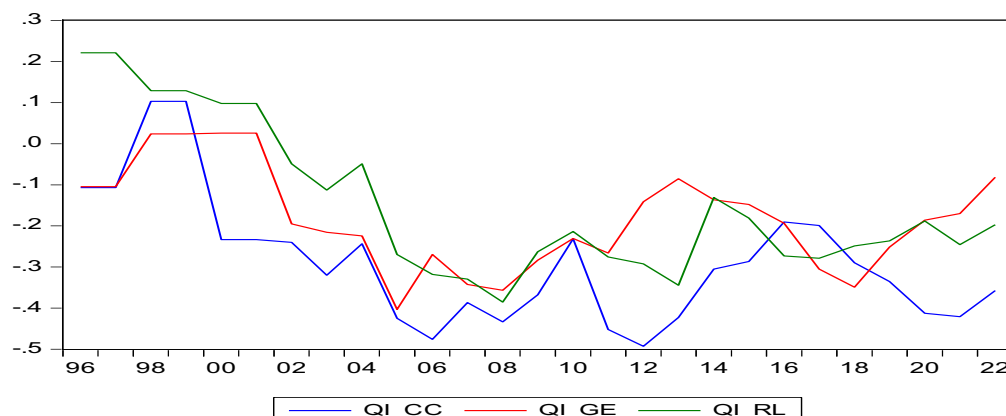
Les variables retenues sont : le PIB par habitant en logarithme ( $Ln(PIB/Hab)$ ) pour mesurer la croissance économique ainsi que trois composantes de l'indice WGI – *Control of Corruption (CC)*, *Government Effectiveness (GE)* et *Rule of Law (RL)* – permettant de quantifier la qualité institutionnelle.

Ces variables se présentent graphiquement comme suit :

**Figure N°1 : Évolution du PIB marocain**



Source : Auteur

**Figure N°2 : Évolution de la gouvernance institutionnelle (CC, GE et RL) au Maroc**

Source : Auteur

L'évolution du  $\ln(PIB/Hab)$  au Maroc entre 1996 et 2022 révèle une tendance globalement haussière, avec plusieurs phases distinctes. La période 1996-2000 est marquée par une croissance modérée, reflet des ajustements structurels des années précédentes. De 2000 à 2008, l'économie connaît une expansion soutenue, portée par des investissements publics accrus et un environnement macroéconomique favorable. L'impact de la crise financière mondiale en 2009 entraîne un ralentissement momentané, suivi d'une reprise modérée jusqu'en 2019. La pandémie de Covid-19 en 2020 provoque une contraction brutale, mais la croissance reprend en 2021-2022, bien que la dynamique semble s'essouffler en fin de période (Boussedra et Moufid (2022)).

Les indices *CC*, *GE* et *RL* illustrent les dynamiques institutionnelles au Maroc. Jusqu'en 2008, leur tendance est globalement négative, signalant des défis liés à la corruption, à l'efficacité gouvernementale et à l'état de droit. Entre 2008 et 2015, des fluctuations sont observées, traduisant les effets contrastés des réformes engagées. Après 2016, une amélioration progressive se dessine, suggérant des avancées institutionnelles, bien que les niveaux restent relativement faibles par rapport aux standards internationaux. Cette trajectoire met en lumière l'importance d'un cadre institutionnel solide pour garantir un climat économique propice à la croissance.

### 2.2.2. Analyse des caractéristiques statistiques des variables

Après avoir examiné l'évolution dynamique des variables étudiées, une analyse statistique descriptive permet de mieux appréhender leur distribution et leurs principales caractéristiques. Ce tableau résume les indicateurs clés pour les variables d'intérêt :

**Tableau N°1 : Statistiques descriptives des variables**

	LN_PIB_HAB	QI_CC	QI_GE	QI_RL
<b>Moyenne</b>	10,13235	-0,28759	-0,18314	-0,14761
<b>Médiane</b>	10,16096	-0,305043	-0,193648	-0,213534
<b>Maximum</b>	10,38079	0,103346	0,026066	0,221231
<b>Minimum</b>	9,829689	-0,49313	-0,403398	-0,385673
<b>Ecart-type</b>	0,188009	0,15481	0,122751	0,181946
<b>Skewness</b>	-0,205862	1,048142	0,214203	0,823082
<b>Kurtosis</b>	1,552391	3,803208	2,272194	2,364326
<b>Jarque-Bera</b>	2,548224	5,669491	0,802388	3,503181
<b>Observations</b>	27			

La croissance économique, mesurée par le logarithme du PIB par habitant, présente une trajectoire régulière et modérée avec une moyenne de 10,13 et une faible dispersion (écart-type de 0,19). L'asymétrie négative indique une concentration des valeurs vers la partie supérieure, tandis que la faible valeur maximale (10,38) reflète les effets des politiques récentes. En revanche, la valeur minimale (9,83) est liée aux défis du Programme d'Ajustement Structurel. En ce qui concerne la qualité institutionnelle, les indices de gouvernance (QI\_CC, QI\_GE, QI\_RL) révèlent des scores faibles (moyennes autour de -0,20), témoignant de défis institutionnels persistants. Les écarts-types modérés (0,12 à 0,18) et l'asymétrie positive indiquent une légère tendance à l'amélioration, bien que cette tendance soit marginale. Les valeurs maximales témoignent de périodes d'amélioration, tandis que les valeurs minimales sont liées à des phases de recul institutionnel. Ces résultats soulignent la nécessité d'une gouvernance plus robuste pour soutenir le développement économique.

### 2.2.3. Analyse de la matrice de corrélation

L'analyse de la matrice de corrélation permet de mettre en lumière les interdépendances entre les dimensions économiques et institutionnelles :

**Tableau N°2 : Matrice de corrélation des variables**

	LN_PIB_HAB	QI_CC	QI_GE	QI_RL
<b>LN_PIB_HAB</b>	1	-0,532827	-0,391782	-0,752274
<b>QI_CC</b>	-0,532827	1	0,56491	0,779712
<b>QI_GE</b>	-0,391782	0,56491	1	0,71432
<b>QI_RL</b>	-0,752274	0,779712	0,71432	1

Source : Auteurs



Les indices institutionnels (QI\_CC, QI\_GE, QI\_RL) présentent des corrélations négatives avec Le PIB. En effet, l'état de droit (QI\_RL) est négativement corrélé avec le PIB par habitant (-0,75), suggérant que des avancées institutionnelles ne conduisent pas immédiatement à une croissance accrue, ce qui pourrait refléter des défis structurels spécifiques. De plus, les indices relatifs à l'effectivité de la gouvernance (-0,39) et au contrôle de la corruption (-0,53) indiquent qu'une amélioration institutionnelle est nécessaire pour une meilleure allocation des ressources publiques. Enfin, les indices de gouvernance montrent des corrélations positives modérées à fortes entre eux (0,56 à 0,78), indiquant une interdépendance entre ces dimensions. Une amélioration dans l'une de ces composantes est généralement accompagnée de progrès dans les autres, suggérant une gouvernance plus cohérente.

### 3. Résultats et discussions

#### 3.1. Impact de la composante CC (Contrôle de la Corruption)

L'analyse de la régression linéaire entre le logarithme du PIB par habitant et la composante de contrôle de la corruption (CC) a révélé une relation négative et significative :

**Tableau N°3 : Résultats EViews de la régression Ln PIB/CC**

Dependent Variable: LN_PIB_HAB				
Method: Least Squares				
Sample: 1996 2022				
Included observations: 27				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	9.94625	0.06685	148.78150	0.00000
QI_CC	-0.64709	0.20554	-3.14827	0.00420
R-squared	0.28391	Mean dependent variable		10.13235
Adjusted R-squared	0.25526	S.D. dependent variable		0.18801
S.E. of regression	0.16225	Akaike info criterion		-0.72819
Sum squared resid	0.65812	Schwarz criterion		-0.63220
Log likelihood	11.83051	Hannan-Quinn criterion		-0.69964
F-statistic	9.91157	Durbin-Watson statistic		0.29020
Prob. (F-statistic)	0.004217			

Source : Auteurs

Le coefficient estimé pour CC est de -0,64709, avec une probabilité de 0,00420, ce qui le rend significatif au seuil de 1 %. Cela suggère qu'une augmentation d'une unité du contrôle de la corruption est associée à une réduction de 0,64709 unités du logarithme du PIB par habitant. Toutefois, cette relation est contre-intuitive, étant donné que la littérature économique dominante soutient généralement une corrélation positive entre le contrôle de la corruption et la croissance économique.

L'équation du modèle de régression s'écrit comme suit :  $LN\_PIB\_HAB = 9.94625 - 0.64709 * QI\_CC$

Le R<sup>2</sup> ajusté est de 0,25526, indiquant que le modèle explique environ 25,5 % de la variabilité du PIB par habitant. La faible valeur de la statistique de Durbin-Watson (0,29020) suggère la présence d'une autocorrélation des résidus, ce qui pourrait signifier une spécification incomplète du modèle. Par ailleurs, les critères d'information (AIC, BIC, Hannan-Quinn) montrent que le modèle présente un ajustement relativement satisfaisant.

### 3.2. Impact de la composante GE (Efficacité du Gouvernement)

Les résultats de la régression linéaire entre le logarithme du PIB par habitant et l'efficacité du gouvernement (QI\_GE) montrent une relation négative significative avec un coefficient de -0,600065 et une probabilité de 0,0433, ce qui le rend significatif au seuil de 5 %. Ce résultat est en contradiction avec les théories économiques qui postulent qu'une amélioration de l'efficacité gouvernementale devrait stimuler la croissance.

**Tableau N°4 : Résultats EViews de la régression Ln PIB/GE**

Dependent Variable : LN_PIB_HAB				
Method : Least Squares				
Sample : 1996 2022				
Included observations : 27				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	10.02245	0.061780	162.2286	0.0000
QI_GE	-0.600065	0.281838	-2.129117	0.0433
R-squared	0.153493	Mean dependent variable		10.13235
Adjusted R-squared	0.119633	S.D. dependent variable		0.188009
S.E. of regression	0.176405	Akaike info criterion		-0.560881
Sum squared resid	0.777969	Schwarz criterion		-0.464893
Log likelihood	9.571889	Hannan-Quinn criterion		-0.532338
F-statistic	4.533140	Durbin-Watson statistic		0.142843
Prob. (F-statistic)	0.043275			

Source : Auteurs

L'équation du modèle de regression s'écrit comme suit :

$$LN\_PIB\_HAB = 10.02245 - 0.600065 * QI\_GE$$

Le R<sup>2</sup> ajusté de 0,119633 est relativement faible, indiquant que seulement 11,96 % de la variabilité du PIB par habitant est expliquée par l'efficacité du gouvernement. Le faible R<sup>2</sup> ajusté suggère qu'une meilleure spécification du modèle pourrait être nécessaire pour capturer d'autres facteurs influençant la croissance économique. La statistique de Durbin-Watson (0,142843) indique également la présence d'une autocorrélation positive des résidus, renforçant l'idée de spécification incomplète.

### 3.3. Impact de la composante RL (État de Droit)

La régression du logarithme du PIB par habitant sur l'indicateur de l'État de droit (QI\_RL) révèle une relation négative et significative, avec un coefficient estimé à -0,777342. Ce résultat indique qu'une augmentation du respect de l'État de droit est associée à une réduction du PIB par habitant, ce qui va à l'encontre des attentes théoriques, où l'on s'attend généralement à ce qu'un meilleur État de droit favorise la croissance économique.

**Tableau N°5 : Résultats EVIEWS de de la régression Ln PIB/RL**

Dependent Variable : LN__PIB_HAB				
Method : Least Squares				
Sample : 1996 2022				
Included observations : 27				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	10.01761	0.031543	317.5828	0.0000
QI_RL	-0.777342	0.136161	-5.708994	0.0000
R-squared	0.565917	Mean dependent variable		10.13235
Adjusted R-squared	0.548553	S.D. dependent variable		0.188009
S.E. of regression	0.126323	Akaike info criterion		-1.228762
Sum squared resid	0.398938	Schwarz criterion		-1.132774
Log likelihood	18.58829	Hannan-Quinn criterion		-1.200220
F-statistic	32.59262	Durbin-Watson statistic		0.288175
Prob. (F-statistic)	0.000006			

Source : Auteurs

L'équation du modèle de regression s'écrit comme suit :

$$\text{LN\_PIB\_HAB} = 10.01761 - 0.777342 * \text{QI\_RL}$$

Le modèle explique 56,59 % de la variabilité du PIB par habitant, comme l'indique le  $R^2$  de 0,565917, un résultat relativement élevé qui suggère que l'État de droit est un facteur clé dans l'explication de la croissance économique. Cependant, la statistique de Durbin-Watson (0,288175) indique de nouveau la présence d'autocorrélation des résidus, suggérant une possible spécification incorrecte du modèle. Les critères d'information (AIC, BIC, Hannan-Quinn) indiquent que le modèle est bien ajusté aux données.

### 3.4. Comparaison des trois composantes de la gouvernance

L'analyse des régressions révèle que le modèle intégrant l'indicateur de l'État de droit (QI\_RL) offre le meilleur pouvoir explicatif de la croissance économique, avec un  $R^2$  ajusté de 0,5486, surpassant largement ceux des modèles utilisant le contrôle de la corruption (QI\_CC, 0,2553) et l'efficacité du gouvernement (QI\_GE, 0,1196). Ce résultat suggère que l'État de droit est la dimension institutionnelle la plus déterminante pour expliquer la variabilité du PIB par habitant. Les critères de sélection des modèles (AIC, BIC, HQ) confirment cette supériorité, le modèle QI\_RL affichant les scores les plus optimaux (AIC = -1,2288, BIC = -1,1328, HQ = -1,2002), attestant de sa meilleure parcimonie. Toutefois, la statistique de Durbin-Watson révèle une autocorrélation positive des résidus dans toutes les spécifications, suggérant d'éventuels problèmes de spécification nécessitant une prise en compte de variables additionnelles ou une reformulation du modèle.

En conclusion, ces résultats mettent en évidence le rôle prépondérant de l'État de droit dans l'explication des performances économiques du Maroc, tandis que les autres dimensions institutionnelles ne semblent pas jouer un rôle significatif dans ce cadre empirique.

### 3.5. Effet non linéaire de la composante RL

L'évaluation de l'impact quadratique de l'État de droit (QI\_RL) sur la croissance économique permet d'examiner si son effet varie selon son niveau. L'estimation d'un modèle intégrant un terme quadratique confirme la relation négative observée précédemment, tout en suggérant une dynamique non linéaire :

**Tableau N°6 : Résultat EViews de la régression de l'effet non linéaire de RL**

Dependent Variable : LN__PIB_HAB_				
Method : Least Squares				
Sample : 1996 2022				
Included observations : 27				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	10.06927	0.041070	245.1705	0.0000
QI_RL	-1.018335	0.184039	-5.533268	0.0000
QI_RL_SQUARED	-1.625433	0.878588	-1.850052	0.0767
R-squared	0.620096	Mean dependent variable		10.13235
Adjusted R-squared	0.588437	S.D. dependent variable		0.188009
S.E. of regression	0.120614	Akaike info criterion		-1.288005
Sum squared resid	0.349145	Schwarz criterion		-1.144023
Log likelihood	20.38807	Hannan-Quinn criterion.		-1.245192
F-statistic	19.58689	Durbin-Watson statistic		0.219745
Prob. (F-statistic)	0.000009			

**Source : Auteur**

L'équation du modèle de regression s'écrit comme suit :

$$\text{LN\_PIB\_HAB} = 10.06927 - 1.018335 * \text{QI\_RL} - 1.625433 * \text{QI\_RL\_SQUARED}$$

Les résultats montrent que la variable QI\_RL demeure fortement significative (coefficient = -1,0183, p = 0,0000), indiquant un lien négatif robuste entre l'État de droit et la croissance. L'ajout du terme quadratique QI\_RL\_SQUARED, bien que marginalement significatif (coefficient = -1,6254, p = 0,0767), suggère que l'effet négatif de l'État de droit s'accroît lorsque son niveau se détériore. Toutefois, cette non-linéarité reste modérée et n'atteint pas le seuil de signification de 5 %, suggérant une tendance plutôt qu'un effet systématique.

L'inclusion du terme quadratique améliore légèrement l'ajustement du modèle (R<sup>2</sup> ajusté = 0,5884 contre 0,5658 pour le modèle linéaire). De plus, les critères d'information (AIC = -1,2880, BIC = -1,1440) indiquent une meilleure spécification globale.

Le test Ramsey RESET<sup>1</sup> confirme la pertinence de cette spécification, avec un t-statistic de 2,7345 et un F-statistic de 7,4773 (p = 0,0118), validant l'ajout du terme quadratique. Par

<sup>1</sup> Voir Annexe

ailleurs, le test de log-vraisemblance ( $p = 0,0058$ ) renforce cette conclusion, soulignant que la prise en compte de l'effet non linéaire affine la compréhension du lien entre l'État de droit et la croissance économique.

## Conclusion

Les résultats des régressions linéaires infirment les hypothèses initiales en mettant en évidence une relation négative entre les trois composantes de la gouvernance mondiale (CC, GE et RL) et la croissance économique. Cette observation, bien que contre-intuitive, s'inscrit dans la littérature économique qui suggère qu'un cadre institutionnel défaillant peut, dans certaines circonstances, exercer un effet « lubrifiant » sur l'activité économique.

Dans des environnements institutionnellement fragiles, la corruption et l'absence d'un État de droit rigoureux peuvent paradoxalement stimuler l'activité économique à court terme en réduisant les rigidités bureaucratiques et en accélérant certains processus administratifs, facilitant ainsi l'investissement et les échanges commerciaux immédiats (Aidt, 2009). Toutefois, cette dynamique demeure insoutenable à moyen et long terme, car elle compromet la viabilité des investissements et freine le développement économique. Mendez et Sepulveda (2006) mettent en évidence une relation non linéaire entre la corruption, la croissance et l'investissement, suggérant qu'un faible niveau de corruption peut, dans certaines conditions, générer des effets positifs, tandis qu'au-delà d'un seuil critique, elle devient un obstacle majeur au développement. De manière similaire, Trabelsi (2024) identifie un seuil optimal au-delà duquel la corruption entrave significativement la croissance économique.

Dans le cas marocain, la relation négative observée entre la gouvernance et la croissance économique pourrait s'expliquer par un effet non linéaire. À court terme, des institutions fragiles peuvent sembler offrir une flexibilité en réduisant certaines contraintes administratives, mais ces gains immédiats s'avèrent non durables. À long terme, un environnement institutionnel instable engendre une inefficacité croissante des investissements, freine le développement économique et accentue l'incertitude des agents économiques. Ces résultats confirment ainsi les conclusions de la littérature selon lesquelles une gouvernance de qualité demeure un levier essentiel pour assurer une croissance soutenue et inclusive.

Pour approfondir l'analyse des dynamiques institutionnelles sur le long terme, il est impératif d'adopter une approche économétrique fondée sur des modèles autorégressifs. Ces modèles permettront d'examiner les interactions entre la qualité institutionnelle et la croissance

économique en intégrant les effets dynamiques et les ajustements progressifs dans le temps. En capturant les réponses différées aux chocs institutionnels et en modélisant les relations de causalité, ces approches offriront un cadre analytique plus robuste pour comprendre l'impact des institutions sur la trajectoire de croissance économique.

**ANNEXE**

**Résultats EViews du test RESET de la composante RL**

Ramsey RESET Test				
Specification: LN__PIB_HAB C QI_RL QI_RL_SQUARED				
Omitted Variables: Squares of fitted values				
	Value	df	Probability	
t-statistic	2.734470	23	0.0118	
F-statistic	7.477326	(1, 23)	0.0118	
Likelihood ratio	7.600198	1	0.0058	
F-test summary :				
	Sum of Sq.	df	Mean Squares	
Test SSR	0.085660	1	0.085660	
Restricted SSR	0.349145	24	0.014548	
Unrestricted SSR	0.263486	23	0.011456	
LR test summary :				
	Value			
Restricted LogL	20.38807			
Unrestricted LogL	24.18817			
Dependent Variable : LN__PIB_HAB				
Method : Least Squares				
Sample : 1996 2022				
Included observations : 27				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-482.1508	180.0057	-2.678531	0.0134
QI_RL	97.90155	36.17553	2.706292	0.0126
QI_RL_SQUARED	154.6333	57.14939	2.705774	0.0126
FITTED^2	4.853998	1.775115	2.734470	0.0118
R-squared	0.713302	Mean dependent variable		10.13235
Adjusted R-squared	0.675906	S.D. dependent variable		0.188009

S.E. of regression	0.107032	Akaike info criterion	-1.495420
Sum squared resid	0.263486	Schwarz criterion	-1.303444
Log likelihood	24.18817	Hannan-Quinn criterion	-1.438335
F-statistic	19.07455	Durbin-Watson statistic	0.622141
Prob. (F-statistic)	0.000002		

## BIBLIOGRAPHIE

1. Acemoglu, D., Johnson, S., & Robinson, J. A. (2001). The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation. *American Economic Review*, 91(5), 1369-1401.
2. Aidt, T. S. (2009). Corruption, institutions, and economic development. *Oxford Review of Economic Policy*, 25(2), 271-291.
3. Banque Mondiale. (1992). *Governance and Development*. Washington, DC: World Bank.
4. Banque Mondiale. (2002). *Building Institutions for Markets: World Development Report 2002*. Washington, DC: World Bank.
5. Bousseadra, F. et Moufid, F. (2022) «Le positionnement du cadre fiscal incitatif à l'investissement dans la nouvelle configuration du nouveau modèle de développement et sa riposte aux chocs exogènes de l'économie marocaine», *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit* «Volume 6 : Numéro 4» pp : 199 – 214
6. Chang-Qing, L., & Chun-Ping, C. (2021). Corruption, financial development, and economic growth: Evidence from emerging economies. *Economic Modelling*, 95, 132-145.
7. Cieslik, A., & Goczek, Ł. (2018). Control of corruption, international investment, and economic growth – Evidence from panel data. *World Development*, 103, 323-335.
8. Delbianco, F., Dubrovsky, J., & Siritto, C. (2016). Corruption and economic growth: A meta-analysis approach. *Economics Bulletin*, 36(4), 2244-2258.
9. Fisman, R., & Svensson, J. (2007). Are corruption and taxation really harmful to growth? Firm-level evidence. *Journal of Development Economics*, 83(1), 63-75.



10. Glaeser, E. L., La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., & Shleifer, A. (2004). Do Institutions Cause Growth? *Journal of Economic Growth*, 9(3), 271-303.
11. Jain, A. K. (2001). Corruption: A review. *Journal of Economic Surveys*, 15(1), 71-121.
12. Kaufmann, D., Kraay, A., & Zoido-Lobaton, P. (1999). Governance Matters. World Bank Policy Research Working Paper No. 2196.
13. Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2010). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. World Bank Policy Research Working Paper No. 5430.
14. La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., & Vishny, R. (1999). The Quality of Government. *Journal of Law, Economics, & Organization*, 15(1), 222-279.
15. Méndez, F., & Sepúlveda, F. (2006). Corruption, growth and political regimes: Cross country evidence. *European Journal of Political Economy*, 22(1), 82-98.
16. North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
17. Pellegrini, L., & Gerlagh, R. (2004). Corruption's effect on growth and its transmission channels. *Kyklos*, 57(3), 429-456.
18. Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development. *Journal of Economic Growth*, 9(2), 131-165.
19. Rothstein, B., & Teorell, J. (2008). What Is Quality of Government? A Theory of Impartial Government Institutions. *Governance*, 21(2), 165-190.
20. Swaleheen, M. (2011). Economic growth with endogenous corruption: An empirical study. *Public Choice*, 146(1-2), 23-41.
21. Trabelsi, M. A. (2024). The Impact of Corruption On Economic Growth: A Nonlinear Evidence. *J. Soc. Econ. Dev.* (2024).